

**Séance ordinaire du  
lundi 14 juin 2021**

Extrait du registre des  
délibérations du Conseil  
municipal de la Ville de  
Montpellier

**L'an deux-mille-vingt-et-un et le quatorze juin, les  
membres du Conseil municipal, légalement convoqués,  
se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du  
Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire,  
Michaël DELAFOSSE.**

**Nombre de membres en exercice : 65**

**Patrimoine municipal et  
sobriété énergétique**

**Présents :**

Eddine ARIZTEGUI, Michel ASLANIAN, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Christophe BOURDIN, Françoise BOUTET-WAISS, Elodie BRUN-MANDON, Emilie CABELLO, Michel CALVO, Roger-Yannick CHARTIER, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Jean-Dominique DELAVEAU, Fanny DOMBRE-COSTE, Alenka DOULAIN, Caroline DUFOIX, Abdi EL KANDOUSSI, Maryse FAYE, Julie FRÈCHE, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Mylvia HOUGUET, Salim JAWHARI, Stéphane JOUAULT, Flora LABOURIER, Mustapha LAOUKIRI, Max LEVITA, Mustapha MAJDOUL, Sophiane MANSOURIA, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Marie MASSART, Fatma NAKIB, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Clothilde OLLIER, Bruno PATERNOT, Catherine RIBOT, Agnès ROBIN, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Mikel SEBLIN, Charles SULTAN, Radia TIKOUK, Bernard TRAVIER, François VASQUEZ, Annie YAGUE.

**Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du  
Code général des collectivités territoriales :**

Nadia AKIL ayant donné pouvoir à Julie FRÈCHE, Mohed ALTRAD ayant donné pouvoir à Serge GUISEPPIN, Christian ASSAF ayant donné pouvoir à Fanny DOMBRE-COSTE, Hind EMAD ayant donné pouvoir à Roger-Yannick CHARTIER, Coralie MANTION ayant donné pouvoir à Marie MASSART, Patricia MIRALLES ayant donné pouvoir à Annie YAGUE, Manu REYNAUD ayant donné pouvoir à Stéphane JOUAULT, Philippe SAUREL ayant donné pouvoir à Abdi EL KANDOUSSI, Célia SERRANO ayant donné pouvoir à Fatma NAKIB, Joëlle URBANI ayant donné pouvoir à Isabelle MARSALA.

**Absents :**

Tasnime AKBARALY, Luc ALBERNHE, Georges ARDISSON, Véronique BRUNET, Mickaël DIORE, Clara GIMENEZ, Stéphanie JANNIN, Hervé MARTIN.

**Groupement de commandes Hérault Energies pour la mise en place d'un service  
comprenant la création, l'entretien et l'exploitation des infrastructures de charge  
nécessaires à l'usage des véhicules électriques ou hybrides rechargeables -  
Adhésion - Autorisation de signature**

Madame Agnès SAURAT, Adjointe au Maire, rapporte :

La mobilité est au cœur des préoccupations actuelles de la société et constitue un enjeu environnemental et économique majeur. Le développement du véhicule électrique peut apporter une réponse pertinente à cette problématique, dès lors que l'utilisation de ce mode de transport ne génère pas de freins pour l'utilisateur ; c'est-à-dire à condition que l'autonomie des véhicules soit significativement augmentée, que les points de recharge soient en nombre suffisant, que la durée des recharges soit incitative.

En décembre 2020, une enquête a été menée auprès des adhérents à Hérault Energies afin de recueillir des informations sur leurs projets d'installation de bornes sur leur domaine privé. Une cinquantaine de collectivités se sont manifestées dont le Département de l'Hérault, Montpellier Méditerranée Métropole et la Ville de Montpellier.

Afin de répondre à ces demandes, Hérault Energies propose, en tant que coordonnateur, un groupement de commandes pour la mise en œuvre d'un service comprenant la création, l'entretien et l'exploitation des infrastructures de charge nécessaires à l'usage des véhicules électriques ou hybrides rechargeables sur les domaines privés par des collectivités et leurs établissements publics.

C'est dans ce contexte que la Ville de Montpellier sollicite Hérault Energies afin de l'accompagner pour le déploiement de ces bornes de recharges électriques sur le patrimoine privé de la Ville.

La participation financière forfaitaire des frais afférents au fonctionnement du groupement, à la passation et à l'exécution des marchés s'élève à 1 000 € et fera l'objet d'un titre de recette sera adressé par Hérault Energies la première année de l'accord-cadre. Il en sera fait de même pour les éventuels accords-cadres suivants.

**En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :**

- D'autoriser l'adhésion de la Ville de Montpellier à ce groupement de commandes en qualité de membre ;
- D'approuver les termes de la convention constitutive du groupement de commandes pour la mise en place d'un service comprenant la création, l'entretien et l'exploitation des infrastructures de charge nécessaires à l'usage des véhicules électriques ou hybrides rechargeables ;
- D'autoriser le Président d'Hérault Energies, en sa qualité de coordonnateur, à signer et notifier les accords-cadres ou marchés dont la Ville de Montpellier sera partie prenante ;
- De s'engager à exécuter, avec la ou les entreprises retenue(s), les marchés, accords-cadres ou marchés subséquent dont la Ville de Montpellier sera partie prenante ;
- D'approuver la participation financière forfaitaire aux frais de fonctionnement du groupement ;
- De dire que les crédits sont inscrits au budget de la Ville de Montpellier ;
- D'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer la convention ainsi que tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 57 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

**Fait à Montpellier, le 24 juin 2021**

**Pour extrait conforme,  
Monsieur le Maire**

**Signé.**

**Michaël DELAFOSSE**

**Publiée le : 24 juin 2021**

Liste des annexes transmises en Préfecture :

- Convention HE groupement commandes

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur  
034-213401722-20210614-159192-DE-1-1  
Acte Certifié exécutoire  
Envoi en Préfecture : 24/06/21  
Réception en Préfecture : 24/06/21

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.